

Fête du travail 2017

DÉMANTELEONS L'ALÉNA ET TOUS LES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE IMPÉRIALISTES!

- *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)* -

Pendant que les élites dirigeantes du Canada, du Mexique et des États-Unis entreprennent dans le secret la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), le peuple élève la voix encore une fois pour exiger que tous les accords de libre-échange impérialistes soient abolis !

L'économie canadienne et les travailleurs ont souffert énormément de l'ALÉNA. S'il a été proposé et promu sous la bannière de la mondialisation et de la prospérité, l'ALÉNA est en fait un stratagème pour renforcer la domination des monopoles nord-américains et détruire l'économie nationale des trois pays concernés.

Dès le début, l'ALÉNA a été conçu pour subordonner l'économie et les peuples des trois pays au capital financier international. Il offre aux grandes entreprises tous les outils nécessaires pour contrôler les populations, l'économie et les politiques de l'Amérique du Nord et s'en servir comme base pour renforcer l'armée américaine comme force de frappe pour dominer le monde.

Les travailleurs canadiens se sont opposés à tous les accords de libre-échange impérialistes parce que ces derniers sont toujours contraires aux intérêts des Canadiens et des

peuples du monde. Ils se sont prononcés contre le premier accord de libre-échange avec les États-Unis en 1987, contre l'ALÉNA qui a suivi en 1992 et contre tous les accords ultérieurs, y compris l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG).

Dire qu'il peut y avoir un avantage à renégocier l'intrigue qu'est l'ALÉNA, c'est poser la question : un meilleur avantage pour qui ? Certainement pas pour les travailleurs canadiens, mexicains et américains. Cela ne peut être un meilleur accord que pour certaines sections de l'élite impérialiste au pouvoir. Voilà le premier point à considérer quand on discute de la renégociation de l'ALÉNA. Sans partir de là on ne peut tirer aucune conclusion utile.

Pour comprendre ce qui se trame avec la renégociation de l'ALÉNA, il faut d'abord débroussailler le terrain et dissiper toute la désinformation générée par les négociateurs et les médias. Il faut garder à l'esprit l'intégration profonde de l'économie, des armées, de la réglementation et des processus décisionnels des trois pays qu'a produit le processus commencé en 1987 avec l'Accord de libre-échange Canada/États-Unis et poursuivi en 1992 avec l'ALÉNA.

Retirons-nous de l'ALÉNA !

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les travailleurs du Canada, du Québec et de l'Amérique du Nord à exiger et à lutter pour le démantèlement de l'ALÉNA et de tous les blocs économiques et accords de libre-échange impérialistes érigés par l'oligarchie financière et ses représentants politiques. Le Canada doit se retirer de l'ALÉNA et non pas le renégocier !

On dit que les dirigeants syndicaux sont inclus dans les consultations en vue des renégociations de l'ALÉNA, comme si les mécanismes soigneusement conçus pour servir les intérêts économiques les plus puissants pouvaient être transformés en mécanismes pour servir également la classe ouvrière et le peuple. Cette illusion et cette diversion dangereuses désarment les travailleurs en les privant de leur propre perspective sur la phase actuelle de l'intégration du Canada, des États-Unis et du Mexique en une Forteresse Amérique du Nord. Aujourd'hui nous assistons en fait à l'intégration des armées et des corridors commerciaux, énergétiques, de sécurité et de communication au nom de la sécurité intérieure des États-Unis pour l'hégémonie mondiale.

Nous avons vu les petits producteurs agricoles des trois pays élever la voix à la défense de la souveraineté alimentaire. Les travailleurs aussi doivent être vigilants et s'exprimer en leur propre nom. Ils peuvent ouvrir la voie vers l'avant et inspirer les travailleurs du monde entier en faisant entendre leur voix indépendante. La demande du retrait du Canada de l'ALÉNA et de tous les blocs et accords commerciaux économiques impérialistes exprime de ce que veulent les travailleurs dans le monde entier.

Les renégociations offrent aux Canadiens l'occasion de discuter des conditions concrètes, en commençant par le rejet de la désinformation et de l'illusion que l'ALÉNA peut en quelque sorte servir une économie canadienne indépendante et un projet d'édification nationale. Les monopoles et l'oligarchie financière mondiale dominés par les États-Unis ont détruit tout semblant d'indépendance canadienne et ont intégré le Canada à ce que les impérialistes américains définissent comme leur intérêt national.

Que s'est-il passé en 1993 ?

En 1993, lorsque les libéraux de Jean Chrétien sont arrivés au pouvoir en défaisant Brian Mulroney et les progressistes-conservateurs, qui avaient conclu l'ALÉNA avec les États-Unis et le Mexique, ils ont promis de rouvrir l'ALÉNA. Ils

ont aussi promis de remplacer la Taxe sur les produits et services (TPS) mais ne l'ont jamais fait. *Le Marxiste-Léniniste* écrivait en 1993 dans un article intitulé « Que vont faire les libéraux ? » :

« L'examen de l'Accord de libre-échange nord-américain est tout de même une occasion d'en discuter. Tous les nationalistes estiment que nous devrions réclamer ce qui est avantageux pour le Canada. Mais qu'est-ce qui est avantageux pour le Canada ? Par exemple, il existe de gros monopoles dans le secteur des ressources. Les Canadiens devraient-ils se ranger derrière ces monopoles et demander qu'ils reçoivent un traitement plus favorable dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain ?

« Ou bien l'accord de libre-échange favorise les peuples des trois pays, le Canada, les États-Unis et le Mexique, ou bien il n'a pas lieu d'être. Notre politique — et c'est une question de principe pour les marxistes-léninistes — est que le commerce doit être mutuellement avantageux pour tous les peuples concernés. Il ne sert à rien d'avoir un accord commercial si ce n'est pas pour l'avantage réciproque. Différents intervenants vont parler du besoin de protéger nos emplois et ainsi de suite, plutôt que de clarifier les enjeux. Il est important d'éveiller les gens au fait que la même propagande est faite aux États-Unis et au Mexique. C'est avec ce type de raisonnement que les guerres commerciales mènent à des guerres réelles. Ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voulons l'unité des peuples d'Amérique du Nord pour l'avantage mutuel. » Puis en octobre 1994 *Le Marxiste-Léniniste* publiait l'article « Hardial Bains accuse les libéraux de détruire l'État-nation du Canada ». Parlant de la promotion de l'ALÉNA au nom de la nécessité de « faire concurrence sur les marchés mondiaux », le dirigeant du PCC(M-L) Hardial Bains a dit que la souveraineté nationale et l'économie nationale deviennent chose du passé dans la nouvelle économie internationale fondée sur la destruction des États-nations, du moins de leurs réalisations positives.

« Les États-nations ont été considérés comme civilisés dans la mesure où ils assumaient la responsabilité des soins de santé, de l'hygiène, de l'éducation, des travaux publics et ainsi de suite. Plutôt que d'aborder ces questions relatives à l'État et à sa responsabilité envers la société, a fait remarquer Hardial Bains, on lance un débat sur la validité des deux théories en faillite que sont l'économie keynésienne et la reaganomique, ou le thatchérisme. On élude l'essentiel, à savoir que ces deux théories n'ont pas su défendre l'État-nation. L'État providence

ne s'est pas attaqué au problème de faire progresser la société à partir des réalisations de l'État-nation moderne. La reaganomique, telle que reprise par Mulroney et maintenant par les libéraux, préconise la privatisation et l'abdication des responsabilités de l'État. »

Aujourd'hui, le rôle principal du gouvernement dans la destruction de l'État-nation et l'abdication de ses responsabilités est d'intégrer l'économie du Canada, des États-Unis et du Mexique en établissant des corridors communs pour le commerce, l'énergie, la sécurité et les communications, pour lesquels les règlements et les normes doivent être « harmonisés », c'est-à-dire dictés par les impérialistes américains.

Les gouvernements négocient, ou plutôt complotent, pour le compte des plus grands intérêts financiers et entreprises et pour le compte des oligopoles dont ils se chargent de politiser les intérêts privés. Ils le font en dehors des règles de droit et des normes établies. Ils lancent une diversion après l'autre pour rallier les peuples derrière l'une ou l'autre des factions de la bourgeoisie impérialiste et ainsi les empêcher de développer leur point de vue indépendant et tirer des conclusions justifiées sur ce qui se passe.

Les gouvernements et les médias utilisent également les attaques racistes organisées par l'État pour diviser et assujettir les peuples et détourner leur attention de la crise généralisée dans laquelle ces trois pays sont embourbés, avec la crise économique à la base. Le but de ces attaques et de cette désinformation est de priver la classe ouvrière de sa propre conception du monde, à partir de laquelle elle peut formuler ses propres solutions à la crise et ouvrir une voie vers l'avant.

L'avenir paraît sombre en l'absence d'un mouvement de la classe ouvrière pour diriger le peuple dans la formulation d'une nouvelle orientation de l'économie et des politiques qui servent le peuple et la société, qui garantissent les droits de tous et qui ouvrent la voie à l'humanisation à la fois de l'environnement social et de l'environnement naturel, jusqu'à l'émancipation de toutes les personnes humaines de l'oppression par le privilège de classe. Un bon point de départ dans ce sens est de rejeter ces renégociations de l'ALÉNA et de plutôt exiger le démantèlement de tous les blocs de libre-échange impérialistes.

Non à l'ALÉNA !

Non à l'intégration du Canada, des États-Unis et du Mexique à la sécurité intérieure des États-Unis et à la Forteresse Amérique du Nord !

Changeons la direction de l'économie !

Faisons du Canada une zone pour la paix et de commerce et de développement pour l'avantage réciproque des peuples du monde !



**LISEZ-LE, ABONNEZ-VOUS
LML ET FORUM OUVRIER
www.pccml.ca**

PCC(M-L)

Tél: (514) 522-1373 • Courriel: bureau@cpcml.ca • Site web: www.pccml.ca